

ÉCONOMIE

Entretien

Suppression des niches fiscales : "Le gouvernement ne devrait pas espérer plus d'un milliard d'euros d'économies"

Propos recueillis par Franck Dedieu

Publié le 02/05/2019 à 16:50

Edouard Philippe voudrait compenser les 5 milliards de baisse d'impôt sur le revenu par la suppression de quelques niches fiscales. Problème, il n'y a qu'un milliard d'économies à la clé comme nous l'explique François Ecalte, président du site d'information sur les finances publiques Fipeco et ancien magistrat de la cour des Comptes.

Marianne : Le gouvernement souhaite financer la baisse annoncée de l'impôt sur le revenu par des suppressions de niches fiscales. Soutenez-vous cette méthode ?

François Ecalte : Au début des années 2000, les gouvernements successifs ont augmenté le nombre et le montant des niches fiscales. Il s'agissait souvent de compenser par des baisses d'impôts l'effort demandé aux Français sur la stabilisation des dépenses publiques. L'idée de s'attaquer à ce sujet est bonne. Mais la question est plutôt de savoir par quelles niches commencer

Oui et non. D'abord, le président entend limiter ses coupes uniquement dans les niches bénéficiant aux entreprises. Or, justement, dans ce compartiment, les niches les plus coûteuses sont difficiles à réduire. Prenez la TVA bonifiée sur la restauration, elle représente un manque à gagner de 2,7 milliards d'euros mais la supprimer risquerait de faire monter la note pour les consommateurs. Quant aux taxes réduites sur les carburants à l'attention des agriculteurs et des transporteurs routiers, y toucher serait assez inflammable. Il reste le Crédit Impôt Recherche (CIR) de 6 milliards qui est un élément important de l'attractivité du pays, thème chéri du président.

Il reste finalement une niche, c'est la réduction d'impôt sur le mécénat qui prive l'Etat de 1 milliard de recettes. Sans remettre le principe en cause, il serait bon de regarder les dossiers avec plus de sélectivité comme le suggérait dans un de ces rapports la cour des Comptes. Finalement, le gouvernement ne devrait pas espérer plus de 1 milliard d'euros d'économies, soit un cinquième seulement de la baisse des impôts sur le revenu promise.

LIRE AUSSI

Notre-Dame : le scandale de la niche fiscale "mécénat" résumé en deux graphiques

Est-ce à dire que le gouvernement devrait aussi faire la chasse aux niches dont bénéficient les particuliers ?

Il ne devrait pas se l'interdire. Ainsi, les investissements Outre-Mer sont finalement au bénéfice des épargnants les plus aisés. Une réflexion devrait aussi être menée sur les réductions d'impôts consenties à l'investissement locatif qui provoquent des effets pervers sur le prix. Ce serait l'occasion de revoir toute la fiscalité immobilière. Pourquoi ne pas réduire les niches fiscales sur l'immobilier et compenser cela par une réduction des droits de mutation qui coûtent très cher aux Français ?

#IMPÔTS #GOUVERNEMENT #ÉCONOMIE #FISCALITÉ